

Cure d'austérité

Nous connaissons les grandes lignes du **projet gouvernemental de réforme des retraites et des pensions** qui se traduirait par un allongement de la durée du travail (ou du chômage !), une diminution de certaines retraites et une augmentation des cotisations des fonctionnaires.

Bref, **une baisse orchestrée du pouvoir d'achat pour un grand nombre de fonctionnaires et salariés, actifs et retraités.**



Mais ce n'est pas tout.

Il y a plusieurs mois, le ministre du Budget alors en charge de la Fonction Publique, **Éric WOERTH**, avait annoncé **une maigre augmentation de 0,5 % de la valeur du point d'indice** de la Fonction Publique, une augmentation « budgétée » dans la Loi de Finance pour 2010.

Alors que **la première séance de négociation sur les salaires s'ouvrira le 25 juin prochain**, le gouvernement ne garantit même plus cette option basse (0,5 %) de revalorisation des salaires.

Une façon comme une autre de **faire pression sur les négociateurs.**

Une telle décision aggraverait encore la perte de pouvoir d'achat que nous subissons depuis plus de quinze ans.

Raison de plus pour participer en nombre à la journée de grève et de manifestations du jeudi 24 juin 2010.

Heures supplémentaires



Le « rapport annuel de performances » pour l'année 2009 fait apparaître **une augmentation de 155 millions d'euros** du coût des heures supplémentaires dont le **montant global s'élève à 1,27 milliards d'euros**, pour la seule Éducation nationale.

Davantage d'heures supplémentaires ? C'est moins d'emplois et de recrutements.

La GIPA en 2010



La **Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat** est un complément financier destiné à « couvrir » l'écart éventuel entre l'évolution du traitement et celle de l'inflation sur la période des quatre dernières années.

Pour savoir si vous y avez droit en 2010 et connaître son montant :

- Multipliez votre indice au 31/12/2005 par 53,2012 euros;
- Multipliez votre indice au 31/12/2009 par 55,026 euros.



Si le **premier nombre est inférieur au second**, vous êtes éligible à la GIPA pour la différence de ces deux nombres.



Violence scolaire

Après une série d'agressions d'élèves intervenues en région parisienne pendant les mois de janvier et février 2010, le ministre de l'Éducation nationale avait annoncé la tenue, en avril de cette même année, d'« États généraux sur la sécurité à l'École » supposés, sinon résoudre, du moins endiguer les problèmes de la violence à l'école.



Deux mois après ces « États généraux », la situation ne s'est aucunement améliorée ; pire, elle continue à se dégrader, apportant semaine après semaine son lot d'agressions, verbales ou/et physiques aussi bien à l'encontre des élèves que des personnels.

Un relevé des violences (**connues**) commises entre le 18 mai et le 9 juin 2010 donne l'ampleur du problème :

- **18 mai** : un élève du CLG Jean-Jacques Rousseau de Creil (60) lance un cocktail Molotov dans la cour de l'établissement ;
- **21 mai** : un élève est agressé à l'arme blanche au CLG Martin Luther King de Villiers-le Bel (95) ;
- **27 mai** : une élève du CLG Jacques Duclos de Vaulx-en-Verlain (69) frappe un enseignant au visage ;
- **29 mai** : à Creil, aux abords de son collège, une jeune fille est menacée puis violée par sept adolescents ;
- **31 mai** : un élève de CM2 de Jouy-le-Châtel (77) apporte 4 couteaux à l'école pour « agresser sa maîtresse » ;
- **7 juin** : un enseignant de l'école primaire Labrunie de Marmande (47) est agressé par un parent d'élève ;
- **9 juin** : un ancien élève de Terminale du lycée Henri Wallon d'Aubervilliers (93) est poignardé dans l'enceinte du lycée par un adolescent extérieur à l'établissement.



Alarmant !

Espérons que les « mesures concrètes » promises par le ministre dès la rentrée 2010 rétabliront effectivement la sérénité du climat au sein des établissements.

L'avenir dira...



« A Sens, dans l'Yonne, le rectorat de Dijon envisage de **fusionner les collèges Montpezat et Mallarmé en un seul établissement, doté d'une annexe, qui regrouperait de l'ordre de 1 200 élèves !**

Aberration pédagogique

Pour faire de substantielles économies, principal objectif des responsables de l'Éducation nationale, le rectorat de Dijon envisage la **fusion de deux collèges en un seul établissement d'environ 1 200 élèves.**

Il faut préciser que ces deux établissements sont nés de la partition d'un seul collège, dont la démesure avait alors été jugée intenable.

Le SNCL-FAEN, qui condamne cette décision avec la plus grande fermeté, a fait parvenir à la presse le **communiqué ci-contre.**



Une aberration pédagogique que les enseignants du collège de Montpezat dénoncent, mais qui permet de **substantielles économies** de postes et de personnels, ce qui constitue aujourd'hui le principal objectif des responsables de l'Éducation nationale.

L'inspection académique reconnaît l'existence du projet mais affirme qu'aucune décision n'est prise.

Les enseignants de Montpezat ont donc fait grève le 7 juin dernier.

Précisons que ces deux établissements sont nés de la partition, au début des années 80, d'un collège dont la démesure avait alors été jugée intenable.

L'inspection académique prétend ainsi accroître la mixité sociale. Or, la même inspection académique a elle-même réduit la mixité sociale en accordant 180 dérogations, pour la rentrée 2009, à des élèves du collège Mallarmé afin qu'ils soient scolarisés au collège Montpezat !



Une telle décision de fusion poserait des problèmes de sécurité et un tel effectif entraînerait l'anonymat des élèves, facteur d'échec scolaire et qui favoriserait la violence.

Le SNCL-FAEN demande à l'inverse la construction de collèges à taille humaine dont l'effectif ne dépasse pas 600 élèves afin que les équipes éducatives puissent mieux connaître les enfants.

Nous faisons le rapprochement entre cette mesure et l'une des préconisations du ministère aux recteurs, divulguées récemment par la presse, recommandant de réduire le nombre des établissements pour pouvoir fermer des postes.

Visiblement certains rectorats font du zèle en appliquant à des collèges de plus de 500 élèves une mesure prévue pour des établissements de moins de 300.

Le SNCL-FAEN condamne cette décision avec la plus grande fermeté et apporte son soutien aux personnels qui manifesteront, dans les rues de Sens, le samedi 19 juin, avec les parents d'élèves et les habitants qui, de plus en plus nombreux, se sentent concernés. »



Leçon de réalisme

Un syndicat du premier degré a fait réaliser un sondage par l'institut CSA auprès de 1150 jeunes professeurs des écoles.

Parmi les nombreuses questions posées, deux retiennent tout particulièrement notre attention :

- Pour 69 % de ces enseignants débutants, la **réussite de tous les élèves** (inscrite dans la loi FILLON de 2005) est un objectif qui ne peut pas être atteint.

Ce sentiment se renforce année après année puisqu'ils n'étaient que 54 % en 2001 et 62 % en 2004.

- 62 % des sondés considèrent que **recentrer davantage**

l'enseignement au primaire sur les fondamentaux (lire, écrire, compter), quitte à délaisser certaines matières, **n'est pas la bonne méthode** pour lutter contre l'échec scolaire.

Bonne nouvelle, ce nombre se réduit sensiblement puisqu'ils étaient 82 % à avoir le même avis en 2001.

Nous tirons de ce sondage deux enseignements :

- Fixer aux enseignants des objectifs qu'ils repèrent d'emblée comme étant inatteignables n'est pas la meilleure façon de les motiver.

- Ces deux exemples montrent qu'une **prise de conscience s'opère**. Des raisons d'espérer.

